
SYNDICALISME ET RELATIONS PROFESSIONNELLES EN ARGENTINE (2003-2015) : HÉRITAGES ET RENOUVEAU DE L'ACTION SYNDICALE

Arturo FERNÁNDEZ¹

Marcelo DELFINI²

Bruno Dobrusin³

Résumé :

Le processus de gouvernance de l'Argentine au cours de la période 2003-2015 visait à surmonter la plus grande crise économique que le pays ait jamais connue. La redynamisation du marché du travail, la vitalité de la négociation collective et de la mobilisation ouvrière ont remis l'acteur syndical au cœur de la scène politique. Cet article propose d'analyser cette dynamique syndicale entre 2003 et 2015 dans trois de ses dimensions : les logiques dominantes de la négociation collective, les stratégies d'alliances et de conflits des centrales ouvrières et le développement de la représentation syndicale dans les espaces de travail. Les deux premières dimensions se centrent sur les politiques des dirigeants des organisations et la troisième examine la dynamique politique interne des syndicats à partir de la base syndicale.

Mots clés : négociation collective, renouveau de l'action syndicale, dirigeants syndicaux, syndicalisme de base, Argentine

Trade Unionism and Industrial Relations in Argentina (2003-2015): Legacy and Revival of the Union Action

Abstract :

Argentina's governance process during the period 2003-2015 aimed at overcoming the greatest crisis the country has ever experienced. The revitalization of the labor market, the vitality of collective bargaining and worker's mobilization put trade unions at the heart of the political scene. The article analyzes three aspects of union action during that period: the prevailing modes of collective bargaining, the strategies of alliances and conflicts among sectoral federations and the growth of union representation in the workplace. The first two aspects focus on union leaders' policies and the third one examines union dynamics from the trade union base.

Keywords : Collective bargaining, trade union renewal, union leadership, shop-floor unionism, Argentina

¹ Docteur en Sciences Politiques, Chercheur au CONICET et professeur émérite de l'Universidad de Buenos Aires. afernandez@ceil-conicet.gob.ar

² Docteur en Sciences Sociales, Chercheur au CONICET à l'Universidad Nacional de General Sarmiento (UNGS), professeur à l'Universidad de Buenos Aires. mdelfini@conicet.gov.ar

³ Doctorant en Sciences Sociales à l'Universidad de Buenos Aires, au Centro de Estudios e Investigaciones Laborales (CEIL-CONICET). bdobrusin@gmail.com

Introduction

Le processus de gouvernance lancé en 2003 et achevé en 2015 pour surmonter la crise en Argentine s'est traduite par l'adoption d'une logique économique néolibérale qui a permis la création d'emplois et la réduction des taux élevés de chômage dès la moitié des années 1990. La reprise à la fois de l'emploi, de la négociation collective et de la contestation ouvrière, ont entraîné une revitalisation de l'action syndicale. Ce concept fortement enraciné dans les traditions académiques anglo-saxonnes renvoie souvent à des expériences et des stratégies novatrices visant l'amélioration des niveaux de représentation.

Le répertoire d'action du mouvement ouvrier argentin repose sur des pratiques anciennes et des situations inscrites dans sa culture et son histoire. Cependant, les nouvelles formes observées ne permettent pas de conclure à une revitalisation durable du mouvement. L'article propose d'examiner cette question à partir de trois perspectives : le développement de la négociation collective en termes quantitatifs sur base des données du ministère du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité sociale (MTEySS); les trajectoires des centrales syndicales (Confédération générale du travail et Centrale des travailleurs de l'Argentine) et le processus syndical à partir des bases syndicales. L'article est structuré en trois parties : la première décrit la dynamique économique de la période considérée ainsi que son impact sur le marché du travail. La deuxième présente les relations professionnelles en mettant l'accent sur les accords et les conventions collectives. Enfin, la troisième partie analyse la fragmentation des centrales ouvrières et leurs conflits, et les transformations observées dans l'organisation et l'activité syndicale sur les lieux de travail.

1. Conversion de l'économie et du marché du travail aux logiques néolibérales

Dans le contexte de la crise économique, sociale et politique, la dévaluation de la monnaie en 2002 a mis fin à plus de 10 ans de politiques néolibérales mises en œuvre à partir de 1990. Au cours de cette décennie, les transformations initiées par la dictature militaire (1976-1983) en Argentine ont été poursuivies. Un ensemble de politiques (Plan de Convertibilité⁴) visait explicitement à contenir l'inflation et a abouti à la dérégulation de l'économie, la privatisation des entreprises publiques et l'ouverture économique. Ces réformes ont entraîné une destruction du tissu productif et à l'émergence d'agents économiques liés aux privatisations et aux secteurs de la finance et des services. Cette politique reposait sur l'entrée de capitaux issus de la privatisation des services publics de l'État et des entreprises publiques nationales et

⁴ Ce plan reposait sur la convertibilité du peso, la monnaie argentine. Son but visait, d'une part, à mettre fin à une inflation transformée en hyperinflation et impactant considérablement les salaires et l'épargne des populations. D'autre part, il s'agissait de rendre confiance aux investisseurs internationaux en assurant une certaine stabilité. Selon Notcheff (1999), le Plan de Convertibilité dépasse le problème de la politique de taux de change, car le gouvernement aurait pu contenir l'inflation sans nécessairement accompagner d'un processus de dérégulation de l'économie et des relations professionnelles.

sur l'accroissement de la dette extérieure qui a permis la stabilité du taux de change. La croissance de l'économie entre 1990 et 2001 a atteint un taux annuel moyen de 3,2% : elle coïncide avec la croissance du secteur des services, alors que l'industrie a augmenté de 1,5% en moyenne. Après 1995, l'arrivée de capitaux spéculatifs a permis de financer le déficit croissant de l'Etat national et des provinces. La conséquence au plan social a été une augmentation considérable du chômage et de la pauvreté à des niveaux sans précédent dans l'histoire du pays.

Les résultats catastrophiques de ce Plan de convertibilité et du retrait massif de l'Etat argentin ont inauguré une nouvelle dynamique économique qui a permis une croissance de la production presque sans précédent, à un taux annuel moyen de 9% entre 2003 et 2008. Selon Pinazo (2012), la dévaluation de la monnaie argentine (peso) a permis de compenser la faible productivité d'une partie importante de l'industrie argentine, grâce à une réduction significative des coûts salariaux. Plus précisément, cette dévaluation a représenté une baisse des coûts salariaux en dollars d'environ 75% pour l'ensemble du secteur industriel. Si cette politique a déclenché une forte hausse de la production industrielle et de l'emploi salarié, elle a, par contre, fortement diminué le pouvoir d'achat des salaires pendant toute la période (Pinazo, 2012) avec un salaire réel moyen très inférieur au niveau record de 1973 (Amico 2015).

La croissance économique a été menée par l'industrie manufacturière et celle du bâtiment de 2003 à 2011, suivie d'une stagnation du secteur du bâtiment et d'une diminution moyenne annuelle de 1% de l'industrie jusqu'en 2014. Cette évolution résulte du projet néo-keynésien impliquant une certaine protection des activités de production nationale, symbolisée par le rejet du projet américain d'accords de libre-échange (ALCA) en 2005. Le *Kirchnerisme*⁵ a forgé une identité propre dans ce parcours qui lui a permis d'obtenir des soutiens significatifs dans le monde du travail et les mouvements sociaux organisant les populations marginalisées.

Les transformations de l'économie dans le cadre d'une croissance soutenue du PIB ont eu leur impact sur le marché du travail qui a commencé à montrer des signes de reprise. Le taux de chômage a été réduit pour atteindre 6,4%, tandis que les niveaux de l'emploi et de l'activité ont augmenté. Cette tendance se poursuit jusqu'en 2008, lorsque les taux mentionnés commencent à stagner. Ainsi l'emploi non enregistré est resté élevé à 34%, ce qui signifie que plus de quatre millions de travailleurs étaient touchés par une forte précarité (INDEC, 2013).

Si on examine en profondeur certains aspects du marché du travail, le tableau ci-dessous permet de constater, d'abord, que la création de la plupart des emplois se réalise entre 2003-2008, au moment où le salaire atteint des plafonds historiques (Drolas *et al.* 2015). 76% des nouveaux emplois salariés générés entre 2003 et 2013 ont lieu les cinq premières années dans

⁵ Ce terme renvoie à un mouvement politique (d'influence péroniste) qui a émergé en 2003 après l'élection de Nestor Kirchner qui arrive à la tête de l'Argentine en crise depuis 2001 : dette de 160%, chômage de 25%. Il promet au peuple "sortir l'Argentine de l'enfer".

l'industrie et le bâtiment⁶. Ensuite, la croissance de l'emploi entre 2003 et 2008 a été soutenue par l'augmentation de l'emploi privé, en moyenne annuelle de 5% ; entre 2008 et 2013, il connaît une faible croissance annuelle de 0,5%. Le secteur public augmente sa part dans l'emploi total suite à une croissance de 3% en moyenne depuis 2008.

Par ailleurs, durant cette période 2003-2008, l'augmentation de l'emploi privé, enregistré, a été accompagnée d'une croissance annuelle moyenne des travailleurs sous convention collective de travail (CCT), pour atteindre en 2008 environ 5 millions de personnes sous CCT (MTEySS, 2010).

Tableau : Emploi salarié par branche d'activité

Année	Primaire	Industrie	Services	Bâtiment	Total	Public	Privé
2003	132408	845138	5372146	357653	6707345	1746745	4856424
2004	113731	1024927	5490559	407123	7036340	1660179	5280715
2005	108443	1056671	5635049	497950	7298113	1598047	5588950
2006	102170	1102929	5873173	581108	7659380	1624183	5945302
2007	93471	1162038	6022072	556985	7834566	1613771	6137307
2008	100800	1196497	6132267	581200	8010764	1593930	6332744
2009	109950	1096237	6188626	503368	7898181	1636086	6161945
2010	101102	1176562	6354750	535975	8168389	1710055	6329200
2011	84743	1190935	6459161	585960	8320799	1816147	6421094
2012	97569	1157228	6549990	563050	8367837	1899361	6417609
2013	105231	1159854	6607301	542199	8414585	1854910	6493315

Source: Calculs propres sur de l'EPH INDEC (Enquête des ménages). Les différences entre les totaux du secteur d'activité et la zone d'insertion se produisent pour les cas perdus et les NSP.

Depuis 2008, dans un contexte international de crise financière de 2008 liée aux prêts hypothécaires qui a débuté aux États-Unis, les secteurs de l'industrie et du bâtiment montrent des signes d'affaiblissement manifeste consécutif à la baisse de la croissance, ce qui entraîne une baisse des niveaux d'emploi dans ces deux secteurs, en partie compensée par l'augmentation de l'emploi public et dans le secteur des services.

Sur le plan salarial, on observe non seulement que le salaire moyen des travailleurs dans les années qui ont suivi la dévaluation de 2002 est le plus bas de la période entre 1946 et 2011, mais aussi que la participation de l'ensemble des salariés dans la richesse générée est la plus faible,

⁶ Secteur étroitement lié au cycle économique, particulièrement au boom du secteur d'exportation, qui voit dans le bâtiment une façon de préserver la valeur de son épargne.

malgré le rehaussement des taux d'emploi (Pinazo, 2012). Les salaires réels depuis 2003 ont atteint les niveaux des années 1990 essentiellement dans l'emploi privé, enregistré alors que les travailleurs non enregistrés et le secteur public ont connu une baisse du revenu réel par rapport à la décennie néolibérale (ODS, 2014). Malgré la forte baisse du chômage et la croissance économique, la part des salariés dans le PIB est en effet restée au niveau des années 1990, près de 40%, ce chiffre est tombé à 30% pendant la crise du « Plan de convertibilité ». À cet égard, la croissance enregistrée par le PIB a été loin de suivre une logique de « ruissellement » vers les secteurs subalternes. En 2013, une tendance à la baisse du pouvoir d'achat des salaires se manifeste et s'accroît à la fois avec la nouvelle dévaluation effectuée début 2014 et l'inflation qu'elle a entraînée.

2. Les relations professionnelles en Argentine

2.1. Le modèle argentin des relations professionnelles et l'hypothèse de sa « revitalisation »

Le modèle des relations de travail de l'Argentine s'est construit dans les années 40 avec l'avènement du péronisme qui lui a donné ses principales caractéristiques, au moins sur le plan formel, et marque toujours la culture de travail argentine (Novick & Catalano, 1992 ; Drolas et al, 2005). Ce modèle se caractérise par trois éléments :

- Une forte intervention protectrice de l'État, à travers son rôle de validation des accords et des CCT mais aussi de sa participation active dans la reconnaissance des acteurs du mouvement syndical et de leur profil (par l'octroi ou non du statut syndical) ;
- Le renforcement du pouvoir institutionnel vertical du syndicat inscrit dans la loi sur les associations syndicales, et l'adoption d'un modèle de syndicat unique dont les comités internes et les corps de délégués en sont la base structurelle ;
- L'extension de la négociation collective centralisée par branche ainsi que l'indexation des salaires et leur évolution par la négociation paritaire, complétée par un vaste système prévisionnel, et un système de sécurité sociale (garantie par l'État et le syndicat à travers ses réseaux d'associations sociales et mutuelles).

Cette structure des relations de travail a été construite parallèlement à l'augmentation générale des salaires et d'un modèle de croissance fondé sur le marché interne par substitution des importations.

Au cours des années 90, on assiste en Argentine à un processus d'intensification de la demande des patrons de déréguler et de flexibiliser les conditions de travail qui se traduisent par quatre réformes majeures : l'élimination des obstacles qui « faussaient » le marché du travail (en particulier les difficultés à licencier et l'indemnité obligatoire de licenciement) sont éliminés, l'obtention d'une réglementation plus « libre » des contrats de travail et de l'utilisation de la main-d'œuvre, l'institution de la négociation collective à l'échelle de l'entreprise et enfin, la limitation du rôle de l'inspection du travail. Les transformations du marché du travail se manifestent à partir de 2003 avec la mise en place d'un nouveau

« système d'emploi » (Palomino, 20025) qui est marqué par la « revitalisation » de la négociation collective et des conflits de travail. La négociation collective par branche d'activité augmente au détriment de la négociation au niveau de l'entreprise.

Cette idée de revitalisation s'appuie sur l'augmentation de certains indicateurs tels que la syndicalisation, la négociation collective et les conflits. Divers auteurs soutiennent que cette revitalisation se présente sous des formes et des logiques différentes. Etchemendy et Collier (2007) font valoir que, depuis 2003, il y a eu une revitalisation syndicale de type néo-corporative segmentée. Elle suppose des formes de négociation collective aux niveaux hiérarchiques supérieurs des organisations, dans lesquelles les syndicats de branche ou d'activité avec monopole de la représentation, des associations de patrons et le gouvernement négocient un salaire minimum général et des salaires sectoriels et concernent une partie de la main-d'œuvre qui relève du marché du travail formel. Cette perspective est conforme aux études qui parlent d'un processus de « libéralisation négociée » (Adler et Webster, 1999), où les syndicats sont des acteurs centraux dans la négociation des réformes libérales et conservent des niveaux de pouvoir même dans des situations difficiles, comme pendant la phase néolibérale des années 90 en Argentine. Des auteurs comme Murillo (2005) et Etchemendy (2011) signalent que la négociation sectorielle, plus conventionnelle et corporatiste, affaiblit les travailleurs dans l'ensemble mais permet de conserver des structures qui se renforcent dans les périodes d'embellies économiques. Cette « revitalisation » est mêlée à des pratiques syndicales anciennes et témoigne d'une résurgence de structures syndicales préexistantes.

Toutefois, l'inclusion de la notion de « revitalisation » semble avoir ses limites dans le contexte de l'Argentine par rapport aux cas de figure européens. En effet, dans les pays développés la logique de revitalisation était liée à la crise du syndicalisme révélée par la désaffiliation, l'effondrement de la représentation, la perte de capacité de mobilisation et l'affaiblissement des liens avec les partis politiques. Elle a conduit à une redéfinition des stratégies et des pratiques pour maintenir la place de partenaire social des syndicats, et a produit de nouvelles formes d'organisation, de nouvelles alliances et de nouvelles stratégies (Frege et Kelly, 2003). En Argentine, au cours de la décennie néolibérale, les niveaux d'adhésion ont été supérieurs à ceux de l'ensemble de la Région d'Amérique du Sud et de certains pays d'Europe. Actuellement, ils atteignent environ 40% de l'emploi enregistré, en plus de maintenir une forte présence syndicale sur les lieux de travail laquelle favorise le processus de syndicalisation lui-même (Delfini, 2013).

Dans la même veine, Atzeni et Ghigliani (2008) insistent sur les différences de « revitalisation syndicale » en raison de la prévalence, au sein du mouvement ouvrier, d'anciennes stratégies et de leur faible articulation avec les divers mouvements sociaux. La création et le développement initial de la Centrale des travailleurs de l'Argentine (CTA) peuvent être lus dans

la perspective de Frege et Kelly : la croissance de cette centrale syndicale alternative pendant le *kirchnerisme* est un exemple des limites de ce « syndicalisme étendu » tel qu'il est présenté dans la littérature anglo-saxonne⁷.

Ce débat suscite une série de questions : si la période analysée n'observe pas un processus de revitalisation tel qu'il est conçu par l'école européenne, comment caractériser l'activité syndicale argentine au cours de ces dernières années ? Quelles ont été les nouvelles stratégies développées par les dirigeants syndicaux et les nouvelles pratiques mises en place ? Le syndicalisme s'est-t-il articulé autour de nouveaux acteurs sociaux ? Dans quelle mesure l'acteur syndical a rompu avec les anciennes stratégies d'action ? Quels répertoires d'action ont été présents dans le mouvement ouvrier ?

2.2. La négociation collective après la crise

Pour rendre compte des caractéristiques principales du développement syndical au cours des douze dernières années, nous allons examiner les logiques de la négociation collective, le rapport des syndicats avec l'Etat et le gouvernement, les transformations en termes de conflit et d'organisation interne.

La décentralisation dans les relations de travail, au cours des années 90, de la négociation collective au niveau des entreprises a permis d'imposer un autre rapport de force favorable au capital. La négociation décentralisée a servi à atomiser les travailleurs et à faciliter la mise en place de conditions de travail flexible dans les conventions collectives de travail.

Dans la période 2002-2013, on observe une prédominance de la négociation décentralisée par entreprise pour les CCT et les accords⁸. Au cours de cette période, 1221 CCT ont été signées dont 72% à l'échelle de l'entreprise, soit une moyenne annuelle de 80 CCT supérieure à la période de 1992-1998 (40 CCT).

Cette tendance à la décentralisation de la négociation collective doit être nuancée par la prise en compte des représentants des travailleurs qui négocient avec les employeurs et du nombre de travailleurs concernés. S'agissant des représentants, dans la mesure où le monopole de la représentation⁹ est maintenu, la négociation avec les patrons est restée généralement entre

⁷ Il convient de mentionner la littérature se référant «Au syndicalisme en tant que mouvement social» (social movement unionism) qui est également inclus dans les discussions sur la revitalisation syndicale. Voir Scipes 1992; Seidman 2011; Lambert et Webster 2001; Dobrusin 2014.

⁸ Les accords ont les mêmes fonctions que les CCT sauf qu'ils sont destinés à régler des aspects plus spécifiques comme le salaire.

⁹ Le monopole de la représentation dans une activité ou une branche est atteint en obtenant le «Statut juridique», accordé par l'État au syndicat avec le plus grand nombre de membres cotisants et affiliés et qui n'a pas moins de 20% des travailleurs qu'il tente de représenter. Cette position juridique assure le syndicat qui l'obtient de mener des négociations collectives avec les chambres et/ou les entreprises, percevoir les cotisations syndicales et d'être habilitéé à gérer leurs propres œuvres sociales, qui sont financés par des cotisations obligatoires sur les salaires de tous les travailleurs du secteur. Conformément à l'article 25 de la loi 23.551, la reconnaissance juridique est

les mains du syndicat avec statut juridique. S'agissant du nombre de travailleurs, la plupart des travailleurs - 9 sur 10 sous CCT - sont régis par CCT et accords d'activité (MTEySS, 2010).

En ce qui concerne les contenus des CCT, qui avaient adopté des logiques de flexibilité du travail pendant la période néolibérale (en particulier celles signées au niveau de l'entreprise), la poursuite de ces logiques est confirmée principalement dans les clauses se référant aux formes d'organisation du travail (Delfini et al., 2014).

En bref, le développement de la négociation collective au cours des dernières années a maintenu la logique dominante au cours des années 90 tout en intensifiant les actions des syndicats. L'augmentation substantielle de la négociation collective a été liée à l'inflation que le pays a connu à partir de 2008 et on observe que les anciennes procédures de négociation se sont poursuivies.

3. Anciennes et nouvelles pratiques de l'acteur syndical

Au cours de la dernière décennie, le syndicalisme argentin a donc connu un processus unique et quelque peu paradoxal : un renforcement incontestable de sa position de force et une fragmentation institutionnelle remarquable. Les changements macro-économiques (reconstruction du marché du travail et développement du marché intérieur) lui ont rendu la capacité de négociation perdue et la promotion de l'activisme syndical l'a repositionné comme un interlocuteur de poids dans l'arène politique.

En observant l'évolution de deux centrales syndicales – la *Confederación General del Trabajo* (CGT) et la *Central de Trabajadores de la Argentina* (CTA) - on remarque les reconfigurations à la fois en interne et dans leurs stratégies d'alliances en fonction de leur relation avec les gouvernements kirchneristes (2003-2015).

3.1. Tensions et restructurations à la CGT et la CTA

Pour la CGT, depuis 2003, avec l'arrivée de Néstor Kirchner à la présidence, elle a commencé, parallèlement à son rapprochement au gouvernement, un processus de réunification qui a eu sa première cristallisation institutionnelle en 2004, avec la formation d'un secrétariat général tripartite composé de représentants des secteurs les plus traditionnels (« *Los gordos* »¹⁰) et de la faction dissidente –en provenance du *Mouvement des Travailleurs d'Argentine* (MTA), créé en 1995 - menée par Hugo Moyano. Peu de temps après (2005), Moyano a été élu secrétaire

octroyée aux associations qui dans leur domaine territorial et personnel sont les plus représentatives et dans la mesure où elles répondent aux exigences suivantes: a) sont inscrites selon la loi et ont agi pour une période d'au moins six mois ; b) ont l'adhésion de plus de 20% des travailleurs qu'elles cherchent à représenter. En vertu de la loi « La plus représentative » est l'association qui a le nombre moyen le plus élevé de membres cotisants sur le nombre moyen de travailleurs qu'ils tentent de représenter.

¹⁰ Il s'agit des "pontes" qui renvoie aux dirigeants des syndicats les plus puissants de la CGT qui, pendant les années 90, ne se sont pas opposés ouvertement aux réformes néolibérales, notamment dans les secteurs du commerce, de la santé ou de l'énergie.

général de la centrale et est devenu un partenaire privilégié du gouvernement national. Le rôle de Moyano était essentiel non seulement pour l'unification du mouvement syndical majoritaire, mais aussi pour le symbolisme politique de l'alliance avec un dirigeant syndical qui a lutté contre les politiques néolibérales. Au cours de ces premières années, marquées par de plus en plus de conflits de travail (surtout en 2005, 2006 et 2007), le kirchnerisme a mené une politique pro-syndicale en impulsant le syndicat en tant qu'acteur représentant de larges pans des classes subalternes et en institutionnalisant les revendications sociales. Cette option s'est traduite dans l'action du ministère du Travail qui a rétabli le principe « d'ultra-activité »¹¹ (régimes de travail non flexibilisés) existant dans certaines anciennes CCT et a abrogé la « loi Banelco » de flexibilité généralisée du travail, emblématique de la période néolibérale. En plus, de nouveaux espaces institutionnels ont été ouverts et les discussions bloquées dans la décennie précédente ont été rouvertes. L'alliance entre gouvernement et CGT a culminé avec la décision de ne pas accorder le statut syndical à la CTA, préservant ainsi son monopole de la représentation, revendication prioritaire du syndicalisme péroniste.

Il est important de souligner que, conformément aux débats théoriques sur le renouveau syndical de Frege et Kelly (2004) et de la littérature sur le syndicalisme de transformation sociale (Scipes 1992 ; Seidman 2011), la CTA a tenté de réorganiser le syndicalisme argentin à partir de définitions innovantes et des stratégies d'organisation élargies. Depuis son origine, la CTA considère que le travailleur doit être intégré dans les organisations ouvrières quelle que soit sa position sur le marché du travail (del Frade, 2010). Cela a permis à la centrale d'organiser des groupes de travailleurs au chômage, de « *piqueteros* » et des mouvements sociaux qui autrement n'auraient pas eu une relation étroite avec le mouvement syndical. Une proportion importante des membres de la CTA provient de ces secteurs mais cette stratégie s'est affaiblie pendant les gouvernements kirchneristes.

Au cours de cette période, les mouvements sociaux ont eu une présence significative à différents niveaux du gouvernement ; ceux qui ont participé à la CTA ont pris des positions de plus en plus autonomes (en particulier les mouvements de « *piqueteros* ») car ils ont acquis une autre possibilité d'accéder à l'État sans médiation de la CTA (Serdar, 2015). Cette capacité à influencer les politiques publiques s'est accompagnée d'un « *retour aux relations de travail* » (Palomino, 2005) avec la reprise de méthodes de négociation collective et la participation politique des syndicats indépendamment des mouvements sociaux. Cette tension au sein de la CTA ne s'est pas produite au sein de la CGT pour qui l'alliance avec les mouvements sociaux n'était pas une priorité stratégique.

¹¹ Juste avant la période kirchneriste, une des réformes du travail a été de mettre fin au principe d'*ultraactividad* ce qui impliquait que, lorsqu'un accord arrivait à sa fin, toutes les conditions énoncées dans l'accord devenaient caduques, ce qui affaiblissait le pouvoir de négociation des syndicats. Le principe d'ultra-activité garantit donc que les conditions convenues dans les conventions collectives restent en vigueur face à l'impossibilité de négocier un nouvel accord.

En 2008, lors du conflit entre le gouvernement et les représentants patronaux des entreprises et du secteur agricole sur le système fiscal de prélèvements mobiles, la CGT connaît une première scission : un groupe de dirigeants (de ceux qu'on appelle « les gros ») menés par Luis Barrionuevo du syndicat de la restauration, rompt ses liens avec Moyano et crée la CGT « Azul y Blanca » (bleue et blanche) en opposition à la CGT officielle. Dans le cadre du « conflit avec le secteur agricole », la CGT de Moyano a renforcé ses liens avec le kirchnerisme, se positionnant comme un allié politique de premier plan. Cette alliance s'est renforcée, consolidant le leadership de Moyano, qui en 2010 est devenu président du Parti justicialiste (PJ) de la province de Buenos Aires.

En parallèle, la CTA connaît aussi un processus de fragmentation mais pour des raisons différentes. La proximité du gouvernement de Kirchner et sa prise de distance du politique (en particulier après les élections de mi-mandat de 2005) ont généré des différences internes dans une centrale que se disait autonome du gouvernement, mais qui voyait beaucoup de ses revendications historiques se réaliser notamment dans les politiques publiques éducatives et culturelles. Les différentes tensions avec le secteur agricole (notamment autour d'enjeux liés à la hausse des taxes à l'exportation) ont également provoqué une scission interne, avec un secteur plus proche du kirchnerisme dirigé par Hugo Yasky, leader de CTERA (enseignants), et un autre opposant dirigé par Pablo Micheli, leader d'ATE (employés de l'Etat). La division de la CTA s'est formalisée au cours des élections de 2010 avec la naissance de deux centrales et leurs dirigeants respectifs.

En 2011, la relation entre la CGT et le gouvernement passe d'un différend plutôt latent à une fracture plus explicite lors de la campagne du *Frente para la Victoria* pour les élections présidentielles : l'avancée de l'organisation kirchneriste « *La 'Campora'*¹² » et le déplacement des dirigeants syndicaux se reflète dans la formation des listes parlementaires où la présence de candidats appartenant à la CGT est faible. Il faut ajouter à cela le refus de la présidente Cristina Fernández de traiter au Parlement une loi sur la répartition des bénéfices des sociétés, initiée par Hugo Moyano. La tension augmenta avec les actions judiciaires impliquant des dirigeants syndicaux. Après les élections présidentielles de 2011 et dans le cadre des élections de juillet 2012 à la CGT, le leader du syndicat des chauffeurs de camions et ancien dirigeant de la CGT proche du gouvernement, Hugo Moyano, crée la CGT *Azopardo* dominée par les syndicats des transports. Tous les dirigeants de l'ex-MTA n'ont pas accompagné Moyano et l'ensemble du syndicalisme n'a pas soutenu son projet politique de défendre le péronisme et le *Frente para la Victoria*. Par conséquent, Antonio Caló, secrétaire général de l'Union des travailleurs du métal (UOM) est devenu le chef de la CGT majoritaire (environ 60% des syndicats et des membres de la CGT unie), appelée CGT *Balcarce*, du nom de la rue où se situe l'accès au Palais du Gouvernement, en raison de son alliance avec la présidente Cristina Fernandez. Cette rupture a produit une série de réalignements des différents syndicats qui

¹² La *Campora* est un groupe de jeunes kirchneristes qui est devenu un bastion du gouvernement Kirchner, en particulier lors du second mandat de Cristina Fernández.

composent la CGT, et une nouvelle articulation des alliances du mouvement ouvrier dans son ensemble.

Il est nécessaire de mentionner que les réalignements au sein de chacun des courants de la CGT n'ont pas eu un caractère homogène en termes de secteur d'activité : des syndicats industriels et des services étant présents dans l'une et l'autre. Les syndicats du secteur des transports ont également été ambivalents avec les deux organisations, participant aux actions d'un ou l'autre des deux CGT selon la situation. Ceci n'est pas mineur : ce secteur syndical a la plus grande capacité d'arrêt si une grève est convoquée. Ces réalignements s'appuyaient sur les relations d'affinité des leaders avec le projet du gouvernement national et, en même temps, sur leur proximité ou leurs disputes avec Hugo Moyano, dirigeant du syndicat des chauffeurs de camion. Au sein de la CGT dirigée par le métallurgiste Antonio Caló, il y a de nombreux syndicats industriels, mais aussi un noyau lié au secteur des services (tels que ceux dénommés « *Los gordos* » qui ont accompagné dans les années 90 les politiques néolibérales) et à l'administration publique (*Union del Personal Civil de la Nacion UPCN*). L'incorporation de ces syndicats à la CGT Balcarce répondait tant à leurs affinités avec le projet politique du gouvernement qu'à leur dispute avec la dominance du chef des camionneurs sur la CGT. Ainsi, la CGT Balcarce réunissait une variété de syndicats industriels, de services, de commerce et la puissante UPCN. Pendant ce temps, la CGT Azopardo était dirigée par des syndicats de services et une plus petite part de syndicats industriels.

3.2. L'impact sur les conflits de travail

L'évolution des centrales syndicales a eu un impact sur la gestion des conflits de travail. Au cours de la période 2003-2015, différents cycles de conflits ont été identifiés en lien avec les processus d'articulation, de fragmentation et de re-articulation des centrales syndicales ouvrières et des processus économiques et politiques.

Dès 2003, les conflits de travail ont été axés sur la récupération du salaire réel qui était tombé à des niveaux historiquement bas en 2002. On observe une participation très significative des niveaux centralisés de la structure syndicale (fédérations et syndicats) et, par la même, des conflits par branche d'activité. En 2008, cette tendance s'est tarie et on observe une décentralisation croissante des conflits (ODS, 2011). Ainsi, entre 2003 et 2011, deux grèves générales ont eu lieu après l'assassinat de travailleurs. La mort du professeur Carlos Fuentealba en 2007, dans la province de Neuquén, suite à la répression policière, le CTA déclenche une grève à laquelle la CGT adhère par la suite avec un arrêt de 1 heure. En 2010 Mariano Ferreyra, militant syndical de gauche, est assassiné et les deux CTA déclenchent une grève. Aucune grève n'est venue mettre en question des éléments liés à la politique économique et du travail menée par les gouvernements kirchneristes. Après la rupture de la CGT avec le gouvernement et sa division en deux factions - comme à la CTA - l'ensemble du mouvement syndical s'est repositionné et de nouvelles contestations s'organisent contre la politique économique et du travail.

Après la rupture, et depuis la fin de 2012, cinq grèves générales se sont produites, convoquées par la CGT Azopardo, la CGT Azul y Blanca, la CTA d'opposition et divers secteurs des syndicats trotskystes, dont la revendication principale a porté sur l'impôt sur le revenu des travailleurs salariés. La dernière grève générale, en juin 2015, axée sur l'impôt sur le revenu, a également intégré d'autres revendications telles que l'augmentation des retraites, **des négociations paritaires libres (sans la présence de l'Etat)** et l'insécurité et commença avec l'appel de l'*Unión de Trabajadores Automotor* (UTA) du secteur du transport public automobile de passagers. La multiplication de grèves générales avait aussi une dimension politique car elles étaient menées par des centrales qui s'opposaient au gouvernement de Cristina Fernández. Les grèves générales ont commencé presque en parallèle avec une forte augmentation de la mobilisation générale, passant de 961 conflits en 2011 à 1217 en 2012 (Campos et Dobrusin, 2016).

Au cours de ces années, les répertoires d'action liés à la logique corporatiste ont été renforcés, montrant la capacité de mobilisation et la force de ces organisations dans la sphère du travail, en dépit de la fragmentation du mouvement ouvrier organisé. Cette position de force ne s'est pas élargie à l'intérieur du parti au pouvoir, où peu de place était réservée aux dirigeants syndicaux. Dans ce cadre, le développement du conflit a été lié en premier lieu **aux partenaires sociaux** des secteurs, sans la participation des confédérations.

Plus tard, les syndicats ont dû accepter un compromis entre l'adhésion au gouvernement et les revendications sur le lieu de travail. Après la rupture et la fragmentation des centrales syndicales, les positions seront plus conflictuelles tant de la part des centrales qui s'opposent au gouvernement que des syndicats qui en font partie.

4. L'action syndicale sur le lieu de travail

Parallèlement à l'analyse des changements institutionnels en lien avec les trajectoires politiques des dirigeants, on observe également une recomposition de la structure syndicale à partir de la base des organisations. On assiste à la fois à la création de nouvelles organisations dans des secteurs où il n'y avait pas de représentation et à la réactivation de celles qui existaient mais qui étaient peu mobilisées. Pour certains observateurs, cette tendance est considérée comme une conséquence du renforcement des instances centrales en tant qu'acteurs politiques clés dans le nouveau contexte socio-économique qui implique une augmentation des conflits venant de la base syndicale. Pour d'autres, il s'agit d'un processus préexistant que certains auteurs ont qualifié de « *décentralisation de conflits ouvriers* »¹³.

¹³ Dans son analyse du conflit ouvrier entre 1989 et 2001, Adrian Piva (2007) note un «découplage» entre les cycles du conflit ouvrier et l'action des directions syndicales. Il analyse l'évolution des conflits menés par des instances syndicales décentralisées et constate que, si le nombre de conflits a tendance à diminuer tout au long de la période, la proportion de conflits décentralisés tend à croître. L'auteur conclut qu'«une caractéristique du conflit ouvrier à cette période est que sa croissance est celle du conflit fragmenté» (Piva, 2007 : 46)

Les statistiques récentes sur les conflits de travail confirment cette tendance, montrant que, à partir de 2007, l'influence des secteurs à l'échelle de l'entreprise s'accroît dans la dynamisation des conflits : ces secteurs représentent près de 80% des conflits, les secteurs public et privé. Cette évolution renforce l'hypothèse de la formation d'un schéma décentralisé de conflits et d'une logique centralisée de la négociation comme nouvelle caractéristique des relations de travail au cours de la dernière décennie (ODS, 2014 ; Piva, 2007).

En termes politiques, cette reprise des conflits et du militantisme sur les lieux de travail met en évidence les contradictions et les tensions existant de longue date au sein des syndicats. Le manque de renouvellement et d'adaptation des structures aux réalités de l'époque et le déficit de démocratie interne sont les principales critiques qui leur sont adressées. Dans les faits, ces conflits locaux sont d'une intensité variable, menés par des organisations de petite taille, avec des processus organisationnels de qualité différente. Ces expériences varient selon un large spectre comprenant aussi bien un activisme dispersé que la création de comités internes et de sections d'opposition, voire la création et la formalisation d'un syndicat parallèle comme celui des travailleurs du transport métropolitain souterrain¹⁴.

Ce changement a été stimulé par les avancées en matière de protection de l'activité syndicale en général et la reconnaissance de la liberté d'association sur le lieu de travail en particulier, ce qui a contribué à renforcer la capacité d'action de la base syndicale. Nous nous référons ici aux décisions successives de la Cour Suprême de Justice mettant en question le monopole de la représentation syndicale sur le lieu de travail et en général des organisations syndicales reconnues : leur distinction du reste des organisations « *ne devrait pas priver les organisations syndicales non reconnues comme les plus représentatives des moyens essentiels pour défendre les intérêts professionnels de leurs membres, ni du droit d'organiser leur gestion et leurs activités et de formuler leurs programmes d'action*¹⁵ ». La décision prévoit ainsi que des délégués qui ne font pas partie de l'organisation syndicale reconnue juridiquement puissent être élus sur les lieux du travail. En décembre 2009, la Cour suprême (« décision Rossi ») a étendu la protection syndicale à tous les délégués issus des syndicats avec statut juridique ou simplement enregistrés. Et en décembre 2014, la Cour a statué sur deux cas relatifs à la protection spéciale contre le licenciement de délégués issus d'associations enregistrées, et elle a annulé les décisions confirmant le pouvoir exclusif d'action des membres des syndicats juridiquement reconnus.

De fait, ces avancées jurisprudentielles ont contribué à remettre en question la structure juridique du modèle syndical argentin. Cette cristallisation institutionnelle a fortement relancé

¹⁴ D'autres cas connus inclus dans ce large spectre ont eu lieu dans le secteur alimentaire (Pepsico, Kraft), les transports (ligne de bus 60) et la presse où un nouveau syndicat a été récemment créé (SIPREBA).

¹⁵ Décision de la Cour suprême de Justice dans le cas "Asociación de Trabajadores del Estado c/MI de Trabajo s/Ley de Asociaciones Sindicales" S.C.A. n° 201, L. XL, fondement n°8.

la discussion, légitimé les positions contestataires du syndicalisme dominant et suscité le débat au niveau parlementaire avec des projets de loi visant à transformer le système syndical.

Enfin, soulignons que cette recomposition politique de la pratique syndicale à partir de la base est aussi liée à un facteur générationnel et à l'accroissement de la participation des jeunes à l'activité syndicale principalement dans les organisations de base, dans le cadre d'un militantisme accru des jeunes dans la vie sociale et politique. Le rajeunissement considérable des bases syndicales est lié à l'entrée massive des jeunes sur le marché du travail grâce à la création de près de 5 millions d'emplois. Ce changement démographique s'est accompagné d'un accroissement des tensions politiques au sein de nombreuses organisations et certains dirigeants ont eu des difficultés à imposer les schémas traditionnels à leurs nouveaux membres (Varela, 2009 ; Abal Medina & Diana, 2011). Parallèlement, dans plusieurs secteurs, des mobilisations ont eu lieu en dehors des structures syndicales notamment de jeunes travailleurs sous contrats précaires non reconnus par les syndicats officiels mais exerçant de fait une activité syndicale non inscrite dans la stratégie syndicale dominante.

Ce changement de génération a supposé l'émergence d'une nouvelle subjectivité dans le monde syndical. Il s'agit de jeunes socialisés politiquement dans la période du post-néolibéralisme marqués par le climat du cycle de luttes du tournant politique de décembre 2001. Ce qui a engendré des formes de politisation facilitant les nouvelles revendications et formes d'expression et d'action en ouvrant les luttes à d'autres traditions issues des mouvements sociaux.

Conclusions

A travers cet article, nous avons caractérisé la réactivation du travail et des organisations syndicales dans les années kirchneristes (2003-2015), en montrant les avancements, les revers et limites, et les innovations émergentes des expériences de cette période.

Pour accomplir cette tâche, nous avons pris en considération des dimensions qui nous ont permis de composer un tableau général. L'analyse de la dynamique du processus économique dans la période et de son impact en termes d'emploi nous a permis d'établir une périodisation du contexte macro, montrant une première étape (2003-2008), marquée par une forte reprise économique entraînant une croissance accélérée des niveaux d'activité et d'emploi, avec la réduction conséquente du chômage et du travail non déclaré qui avait explosé au cours des années précédentes. Dans une deuxième étape, à partir de 2008, ces taux commencent à montrer des signes de stagnation, notamment l'emploi non déclaré, oscillant autour de 34%. Pendant ce temps, les salaires montrent une nette reprise sur l'ensemble de la période, bien qu'ils soient affectés par une légère tendance à la baisse depuis 2013, aggravée par la dévaluation de 2014 et l'accélération de l'inflation correspondante.

Dans ce contexte de changement, qui pose des limites et des possibilités pour l'organisation des travailleurs, nous avons cherché à comprendre certains des éléments tels que la négociation collective et la trajectoire suivie par rapport au processus de négociation ouvert

dans les années 90; nous avons aussi suivi les logiques d'articulation et de fragmentation du mouvement ouvrier organisé et sa relation avec les conflits du travail, et nous avons observé les processus d'organisation au niveau des espaces de travail.

En ce qui concerne les principales caractéristiques de la négociation collective, nous pensons qu'en termes généraux la logique dominante au cours des années 90 a été maintenue, et l'action des syndicats s'est approfondie. Bien qu'il y ait eu une augmentation notable de la négociation collective, les anciennes formulations ont eu tendance à se maintenir et les changements de contenu ont été liés à l'élaboration de nouvelles règles en termes de législation du travail. Depuis 2008, la croissance significative de la négociation a été associée en grande partie avec le processus inflationniste qui a conduit à l'augmentation des accords salariaux signés entre les syndicats et les patrons.

Les positions et les stratégies politiques des centrales syndicales ont été reconfigurées en fonction des hauts et des bas dans leur relation avec les gouvernements kirchneristes successifs.

Par conséquent, un processus de renforcement qui, paradoxalement, a décanté en une grande fragmentation organisationnelle et politique des directions centrales est mis en évidence. Le syndicalisme a été renforcé en tant qu'acteur corporatif, mais sans perspective de projection politique, que ce soit au plan institutionnel par sa perte d'influence politique et électorale, ou dans le plan du parti par le désintérêt du kirchnerisme et d'autres forces politiques majeures d'accorder une plus grande présence politique aux diverses tendances de la CGT traditionnelle. Il n'y a pas eu non plus de renouvellement dans la conception politique syndicale pour penser le syndicat en tant qu'articulateur d'une classe ouvrière diverse, fragmentée et différente du prolétariat classique de la société salariale, obligée d'interagir avec d'autres mouvements sociaux représentant les secteurs populaires et marginalisés.

En parallèle, en plaçant le niveau d'analyse dans les processus politiques internes des syndicats, plus particulièrement dans leur développement dans les lieux de travail, nous avons évoqué quelques phénomènes nouveaux en termes politiques, forgés dans la chaleur de la grande récupération de l'emploi et l'élargissement des bases de la représentation syndicale. Fondamentalement, nous signalons une corrélation entre le rétablissement de la position de force du syndicalisme et l'émergence de certains niveaux d'organisation et de conflit dans la plus petite échelle, à savoir, dans les lieux de travail eux-mêmes. Que ce soit par la création de nouvelles organisations dans les secteurs où il n'y avait aucune représentation ou par la réactivation de celles déjà existantes mais passives, ces organisations sont devenues le facteur dynamique pour la mobilisation des salariés. Leur rôle dans le conflit place ce processus dans une tendance déjà présente il y a des décennies, mais approfondie dans la période plus récente, ce que plusieurs auteurs ont défini comme *décentralisation* des conflits de travail.

Dans cette recomposition politique de la pratique syndicale de base, nous avons souligné comme caractéristique unique et exceptionnelle la présence de ce que nous appelons le

facteur générationnel. Cela fait référence à la croissance de la participation des jeunes à des activités syndicales, principalement dans les organisations de base, dans un contexte de militantisme accru des jeunes dans divers domaines de la vie sociale et politique, qui –nous affirmons- a contribué à doter de nouvelles significations et pratiques les luttes autour du travail.

Dans le même temps, cette reprise des conflits et du militantisme dans les lieux de travail a contribué de manière significative à mettre en lumière des tensions politiques de longue date dans les syndicats. Les remises en question ont porté notamment sur le manque de renouvellement et d'adaptation des structures aux problèmes du moment et surtout sur le déficit de démocratisation interne.

Ces contradictions se sont traduites en l'émergence d'un certain nombre d'organisations de moindre échelle en opposition avec les dirigeants à différents niveaux d'institutionnalisation, de l'activisme dispersé jusqu'à la création et la formalisation d'un syndicat parallèle. Ceci s'est traduit politiquement en une petite croissance des partis classistes qui se sont intégrés dans un front.

De plus, ce phénomène a produit un effet institutionnel notable - qui à son tour l'a retro-alimenté -, le progrès du point de vue juridique fondé sur les arrêts successifs de la Cour suprême concernant la protection de l'activité syndicale en général et celle de la liberté d'association dans le lieu de travail en particulier; cela a contribué à réaffirmer la capacité d'action des niveaux de base, ravivant le débat sur le modèle syndical fondé sur le monopole de la représentation déjà affaibli par la jurisprudence établie. Le processus légal de réforme syndicale est encore naissant et il reste beaucoup à faire en ce qui concerne la mise en œuvre des changements juridiques dans les règles des syndicats, en particulier du secteur privé.

L'ensemble des processus que nous avons ainsi signalé dans notre analyse a mis en lumière la faible projection politique et la morphologie renouvelée de l'acteur syndical en Argentine. Cette analyse contribue aux débats sur les questions fondamentales et les défis urgents qui devront être affrontés dans le nouveau contexte de changement politique du gouvernement national.

Bibliographie

Abal Medina P., Diana N. (Ed.), 2011, *Colectivos resistentes. Procesos de politización de trabajadores en la Argentina reciente*, Buenos Aires, Imago Mundi.

Adler G., Webster E., 1999, « Lessons from South Africa: Unions, Democracy and Economic Liberalization », *Working USA: The Journal of Labor and Society* Vol.3 N°3, pp. 9-22.

Atzeni M., Ghigliani P., 2008, *Nature and limits of trade unions' mobilisations in contemporary Argentina*, in *Labour Again Publications*, International Institute of Social History, Amsterdam.
www.iisg.nl/labouragain/documents/atzeni-ghigliani.pdf

- Amico F., 2015, « Los salarios reales en el largo plazo : surgimiento de un nuevo piso estructural de las remuneraciones en Argentina », CEFIDAR, Documento de Trabajo n°67.
- Campos L., Dobrusin B., 2016, « Labour conflict in Argentina and Brazil: challenging an alliance? », *Workers of the World: International Journal on Strikes and Social Conflict*, Cornell University ILR School.
- Delfini M., 2013, « La afiliación sindical en Argentina. Análisis sobre sus determinantes » *Revista de Internacional de Sociología* n°71, 1, pp. 91-113.
- Delfini M., Drolas, A., Montes Cató J., 2014, « Recomposición del trabajo y procesos de flexibilización laboral en Argentina » *Revista de estudios Latinoamericanos*, UNAM.
- del Frade C., 2004, *Nosotros. Los trabajadores. Historia de la Central de los Trabajadores Argentinos 1991-1997*, Buenos Aires, Cooperativa El Farol.
- Dobrusin B., 2014, « South-South Labor Internationalism: SIGTUR and the Challenges to the Status Quo » *Working USA: The Journal of Labor and Society* n° 17, pp. 155-167.
- Drolas A., Pinazo G., Delfini M., 2015, « ¿Hacia un nuevo régimen de empleo en Argentina? Las relaciones laborales en la última década » in Delfini M., Montes Cató J. (dir.), *Recomposición del capital y respuestas sindicales en Argentina, ¿Hacia nuevas relaciones laborales?* Ediciones UNGS, pp. 75-94
- Drolas A., Montes Cató J., Picchetti V., 2005, « Las relaciones de poder en los espacios de trabajo », in A. FERNÁNDEZ (dir.), *Estado y relaciones laborales*, Buenos Aires, Prometeo, , pp. 93-120.
- Etchemendy S., Collier R., 2007, « Down but not out: Union Resurgence and Segmented Neocorporatism in Argentina: 2003-2007, *Politics and Society* vol. 35 n°3, pp. 363-401.
- Etchemendy S., 2010, « La Concertación y la Negociación Colectiva : perspectiva histórica y Comparada », *Revista de Trabajo* Vol. 6, n°8, pp. 199-205.
- Etchemendy S., 2011, *Models of Economic Liberalization: Business, Workers, and Compensation in Latin America, Spain and Portugal*, Cambridge, Cambridge University Press.
- Frege C., Kelly J., 2003, « Union Revitalization Strategies in Comparative Perspective », *European Journal of Industrial Relations* Vol 9 n°1, pp. 7-24.
- Instituto Nacional de Estadística Y Censos (INDEC), *Encuesta Permanente de Hogares (EPH) (Enquête auprès des Foyers)*.
- Instituto Nacional de Estadística Y Censos (INDEC), *Cuentas Nacionales*.
- Kicillof A., Girard E., Marongiu C., 2010, *La macroeconomía después de la Convertibilidad. in CENDA, La anatomía del nuevo patrón de crecimiento y la encrucijada actual. La economía argentina período 2002-2010*, Buenos Aires, Ed. Atuel, Colección Cara o Ceca.
- Lambert R., Webster E., 2001, « Southern unionism and the new labour internationalism », *Antipode* n° 33 (3), pp. 337-62.
- Marshall A., Perelman L., 2002, « Estructura de la negociación colectiva en la Argentina : ¿avanzó la descentralización en los años noventa? », *Estudios del Trabajo* n° 23, primer semestre, Buenos Aires.

- Montes Cató J.S., 2005, « La configuración del poder en los espacios de trabajo : dispositivos disciplinarios y resistencia de los trabajadores », *Sociología del Trabajo* n°54, 73-100.
- Montes Cató J., Ventrice P., 2010, « El lugar de trabajo como espacio de resistencia a las políticas neoliberales. Reflexiones a partir de las experiencias de los trabajadores telefónicos y del subte », *Revista Theomai* n°22, pp 101-119. http://revista-theomai.unq.edu.ar/ NUMERO%2022/ contenido_22.htm
- Murillo M. V., 2005, *Sindicalismo, Coaliciones Partidarias y Reformas de Mercado en América Latina*, Buenos Aires, Siglo XXI.
- Nochteff H., 1999, « La política económica en la Argentina de los noventa. Una mirada de conjunto », *Época, revista Argentina de economía política*, año I, n°1, 1-19.
- Novick M., Catalano A., 1992, « Relaciones laborales y sociología del trabajo : a la búsqueda de una confluencia », *Sociedad* n°25, Facultad de Ciencias Sociales, Universidad de Buenos Aires.
- Observatorio del Derecho Social (ODS) de la CTA, 2014, *Conflictividad laboral, negociación colectiva. Rapport annuel 2013*. www.observatorio-juridico@cta.org.ar
- Observatorio del Derecho Social (ODS) de la CTA, 2011, *Conflictividad laboral y negociación colectiva. Rapport annuel 2010*. www.observatorio-juridico@cta.org.ar
- Palomino H., 2005, « Los sindicatos y los movimientos sociales emergentes del colapso neoliberal en Argentina » in De La Garza Toledo E. (dir.), *Sindicatos y nuevos movimientos sociales en América Latina*, Buenos Aires, CLACSO, pp. 19-52.
- Pinazo G., 2012, « Comentarios sobre la relación entre el crecimiento y el empleo en la Argentina de los últimos años in *Revista Trabajo y Sociedad*, UNSE, n°18, Vol. XV, pp. 141-158. <https://www.unse.edu.ar/trabajoysociedad/>
- Piva A., 2007, « Modo de acumulación y hegemonía en Argentina : continuidades rupturas después de la crisis de 2001 », *Anuario EDI* n°3, Buenos Aires, Lugar, pp. 51-67.
- Scipes K., 1992, « Understanding the new labor movements in the 'third world': The emergence of social movement unionism », *Critical Sociology* n° 19(2), pp. 81-101.
- Seidman G., 2011, "Social movement unionism: From description to exhortation", *South African Review of Sociology*, n°42(3), 94-102.
- Varela P., 2009, "¿De dónde salieron estos pibes? Consideraciones sobre el activismo gremial de base en la Argentina posdevaluación", *Revista Margen*, n°55, septiembre, 1-14.
- Ventrice P., 2012, *Sindicalismo de base en la Argentina contemporánea. El cuerpo de delegados de Subterráneo*, Tesis de Doctorado, Doctorado en Ciencias Sociales, Facultad de Ciencias Sociales, Universidad de Buenos Aires.